Le Monde
Mercredi 9 janvier 2013

Les mots de 2012 : la France des illusions perdues

En partenariat avec :

France Inter

Après 2011, année des colères, l'Institut Médiascopie décrypte les faits marquants de 2012 et les attentes pour 2013

L'année 2012 fut « l'heure du choix », « l'heure du changement » tant annoncé et attendu. Elle a accouché d'une nouvelle majorité, mais également d'une grande continuité des tendances des années précédentes : des responsables politiques à la capacité d'incarner l'espoir toujours plus limitée ; une économie en berne qui pèse sur la vie et le moral des gens ; des citoyens qui se sentent toujours plus impuissants face à la grande marche du monde et qui sont tentés par le repli sur soi et la peur de l'autre.

Quelques « bouffées d'oxygène », toutefois, qu'on va chercher dans ces « héros » pas comme les autres que sont les sportifs, les chercheurs, les « fous », ceux qui s'affranchissent du quotidien pour apporter une part de rêve dont l'actualité nous prive si cruellement.

L'Institut Médiascopie a dressé, cette année encore, la carte des mots – c'est-à-dire des événements – qui ont marqué les Français en 2012. Après 2011 année des colères (*Le Monde* du 21 décembre 2011), l'année électorale 2012 se referme sur les illusions perdues d'une France qui avait mis dans la présidentielle un espoir sinon fou, du moins raisonnable.

Mais, si le triptyque crises économique, de l'emploi et du pouvoir d'achat s'impose comme seule certitude pour 2013, l'attente de changement perdure. Après la « présidence par l'urgence » de Nicolas Sarkozy, François Hollande et son gouvernement doivent gérer une « présidence de l'impatience ». Pour autant, l'erreur serait de s'enferrer dans l'instantanéisme. Sans balayer d'un revers de main les attentes immédiates et pressantes, ils doivent construire un agenda et une vision de long terme.

Après le « retard à l'allumage » de 2012, les Français veulent une vision claire de ce vers quoi la France – et l'Europe – veut aller demain. ■

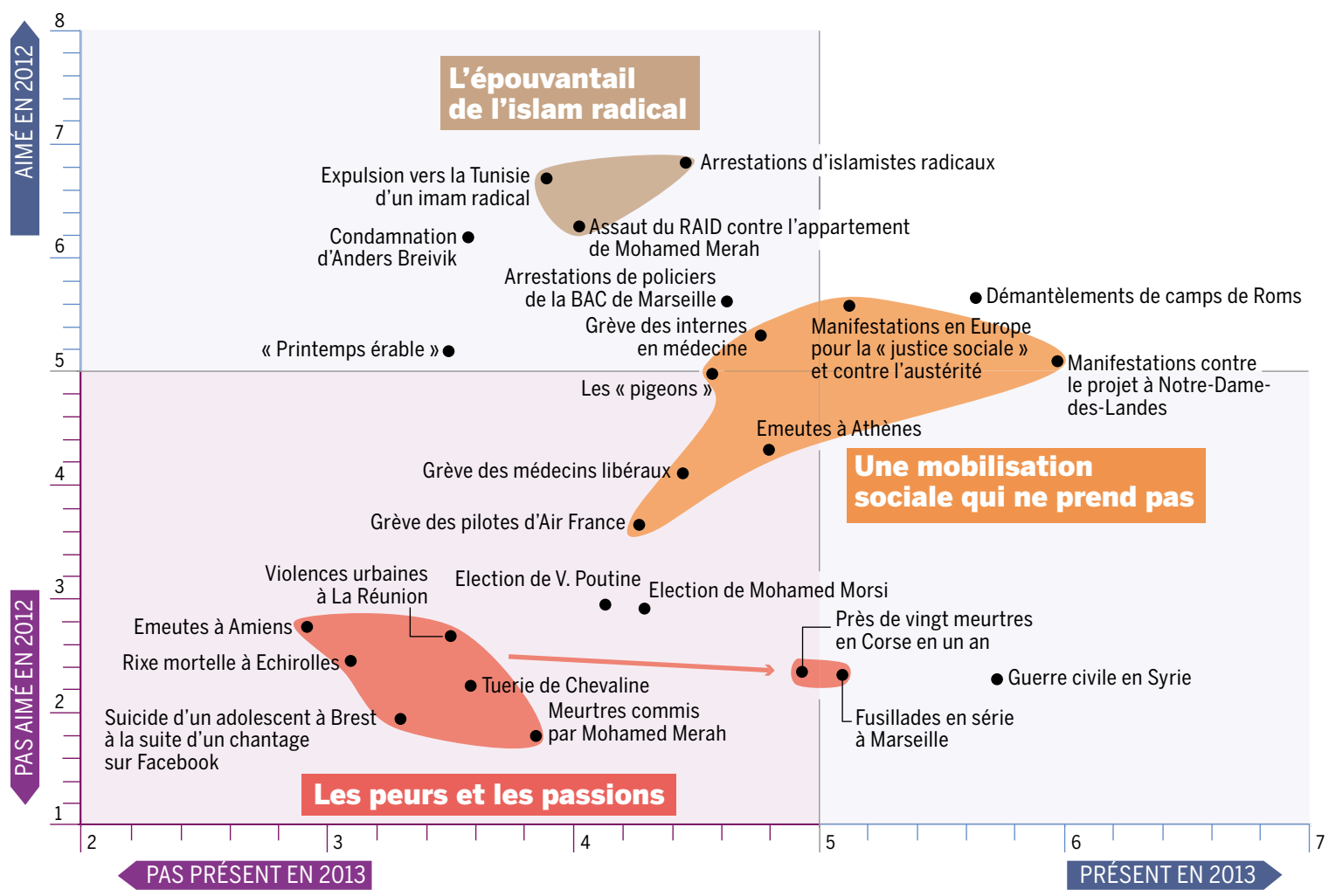
Denis Muzet

Denis Muzet, sociologue et président de l'Institut Médiascopie, est l'auteur de « La France des illusions perdues » avec les contributions de Daniel Cohn-Bendit, Cynthia Fleury, Nicolas Baverez, Didier Pourquery, Laurent Davezies, Michel Godet, Gilles Finchelstein, Jean Viard… (Editions de l'Aube, en librairie le 14 mars.)

Démobilisation et fatalisme

Les difficultés du pays ne sont pas qu'économiques, elles sont aussi sociales. Le fatalisme finirait-il par l'emporter, tant les mouvements sociaux, à l'échelle nationale ou européenne, ont laissé indifférent cette année ?
Les révoltes arabes, qui en 2011 levaient un immense espoir, n'ont pas trouvé leur prolongement chez nous : manifestations en Europe pour la justice sociale, émeutes à Athènes contre l'austérité, et même le « printemps érable » au Canada se heurtent au mur de la démobilisation. Alors que dire du mouvement des « pigeons » en France ? Seules les manifestations contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes sont annoncées pérennes en 2013, sans convaincre une majorité, à 5,1/10 sur l'axe vertical. Dans la crise, les Français jouent la montre et n'imaginent pas la réponse venir de la rue.
Les faits divers, en revanche, déchaînent toujours autant les passions et les peurs : suicide d'un adolescent à Brest après un chantage sur Facebook, tuerie de Chevaline, rixe mortelle à Echirolles ; ou encore, au niveau collectif, violences urbaines à La Réunion et émeutes à Amiens. Enfin, alors que les démantèlements de camps de Roms sont plutôt approuvés et imaginés persistants en 2013, c'est l'islam radical qui remplit cette année la fonction d'épouvantail. En temps de crise, on cherche des coupables. Parmi les faits jugés les plus positivement, on trouve l'arrestation d'islamistes radicaux à Strasbourg, l'expulsion vers la Tunisie d'un imam radical et l'assaut du RAID contre l'appartement de Mohamed Merah, tous trois placés plus haut que la condamnation d'Anders Breivik à vingt et un ans de prison en Norvège, pourtant coupable d'actes sans commune mesure ! ■

La peur plus forte que le désir de révolte



Ils ont aussi fait 2012

Comme pour compenser leur désenchantement, les Français sont allés chercher leurs héros dans les à-côtés du quotidien. La réélection de Barack Obama est l'événement le plus aimé de l'année (7,3/10 sur l'axe vertical), talonné par le succès des Jeux olympiques et paralympiques de Londres (7,2/10).
Dans une France en quête d'estime de soi et toujours prompte au « chauvinisme », les fiertés nationales font office de soupape de décompression, qu'il s'agisse des sept médailles pour l'équipe de France de natation aux JO de Londres (7,2/10), du prix Nobel de physique de Serge Haroche (6,3/10) ou des cinq Oscars de *The Artist* (5,9/10). La belle histoire de Montpellier, champion de France de Ligue 1 de football (ignorée à 4,9/10), elle, a été éclipsée par le salaire record de Zlatan Ibrahimovic, qui a choqué à 2,9/10.
2012 aura été l'année des innovations et des découvertes. De l'infiniment petit à l'infiniment grand, la science a conservé cette « part de rêve », à travers la découverte du boson de Higgs (6/10) ou l'arrivée sur Mars du robot Curiosity (6,2/10). Il en va de même pour les « fous » repoussant les limites, tel Felix Baumgartner (5,8/10). Contrairement aux années passées, la sortie du dernier produit Apple (ici l'iPhone 5) n'atteint pas la moyenne (4,7/10), tandis que la sortie, moins sexy, de Windows 8 est un peu plus rassembleuse (5,4/10). Enfin, alors que la fermeture du site de téléchargement Megaupload est regrettée (3,3/10), l'arrivée de Free sur le marché de la téléphonie mobile est l'un des grands succès de l'année (6,6/10). Ces deux exemples montrent l'importance du facteur prix en période de crise : au-delà des nouveaux abonnés séduits par Free, cette arrivée n'a-t-elle pas permis une baisse généralisée des tarifs ? ■

Barack Obama.
JONATHAN ERNST/REUTERS

Felix Baumgartner.
REUTERS

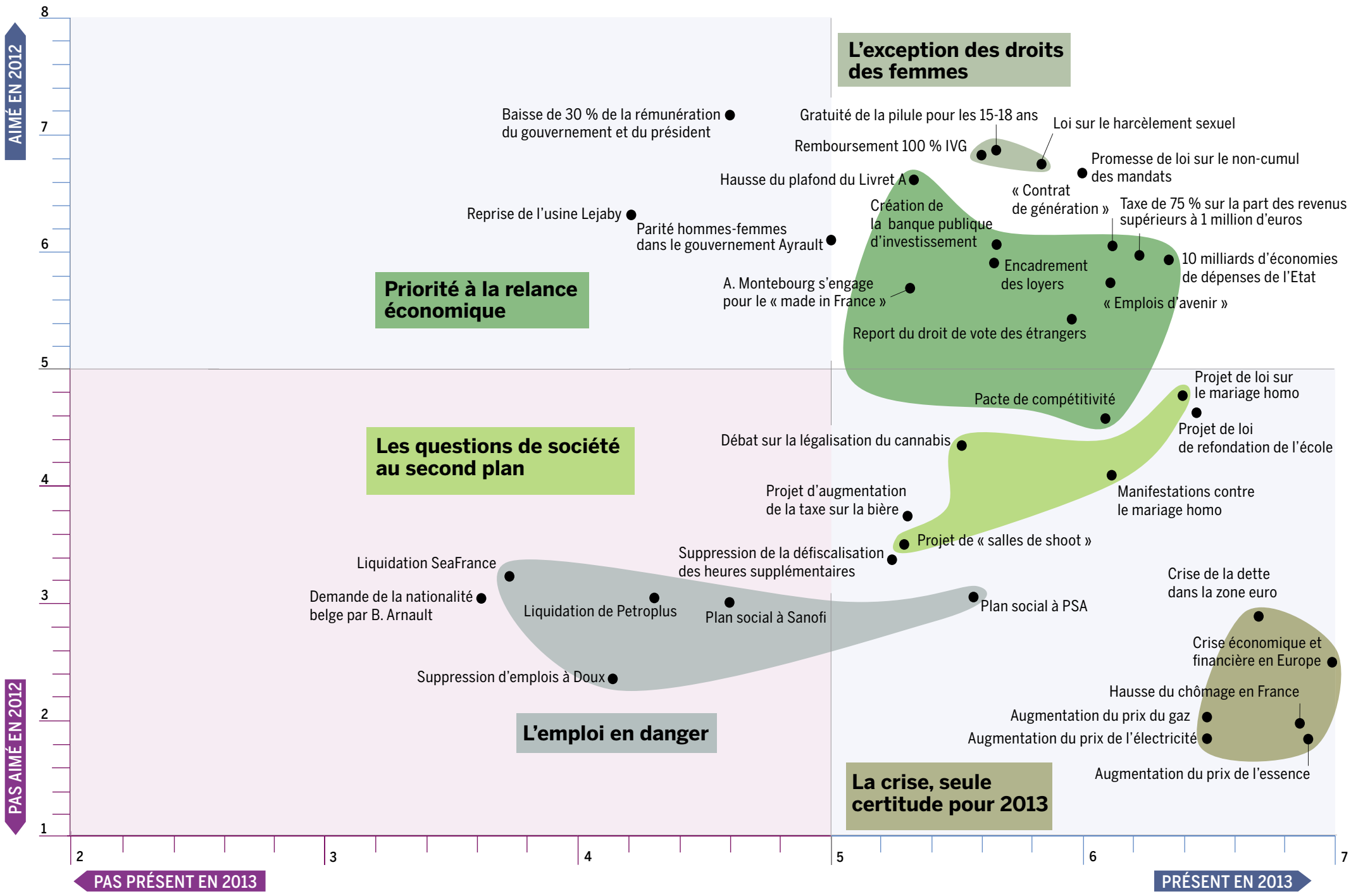
Camille Muffat.
TOBY MELVILLE / REUTERS

Jean Dujardin.
V. Z. CELOTTO/GETTY IMAGES/AFP

Méthodologie

Quel bilan les Français font-ils de l'année 2012 à travers les mots et les événements qui l'ont marquée ? Quels pronostics et projections font-ils pour 2013 ? L'Institut Médiascopie d'études et de conseil spécialisé dans le discours, la communication et les médias, apporte une réponse dans l'enquête « Les mots de 2012 », réalisée, en ligne, entre le 29 novembre et le 5 décembre, en exclusivité pour « Le Monde » et France Inter.
Pour cela, les grands événements ou « mots » de l'année écoulée ont été sélectionnés, puis soumis au jugement d'un échantillon représentatif de 1 000 Français sur deux échelles différentes. Une échelle d'appréciation, sous forme de bilan : « Plus vous avez aimé ce mot en 2012/moins vous avez aimé ce mot en 2012 » ; une échelle d'anticipation de la présence de ces mots dans le futur : « Plus vous pensez que ce mot sera présent en 2013/moins vous pensez que ce mot sera présent en 2013 ». Se rapportant à leurs deux notes de 0 à 10, les mots ont été projetés sur le graphique et interprétés selon leur position.

L'économie supplante les questions de société



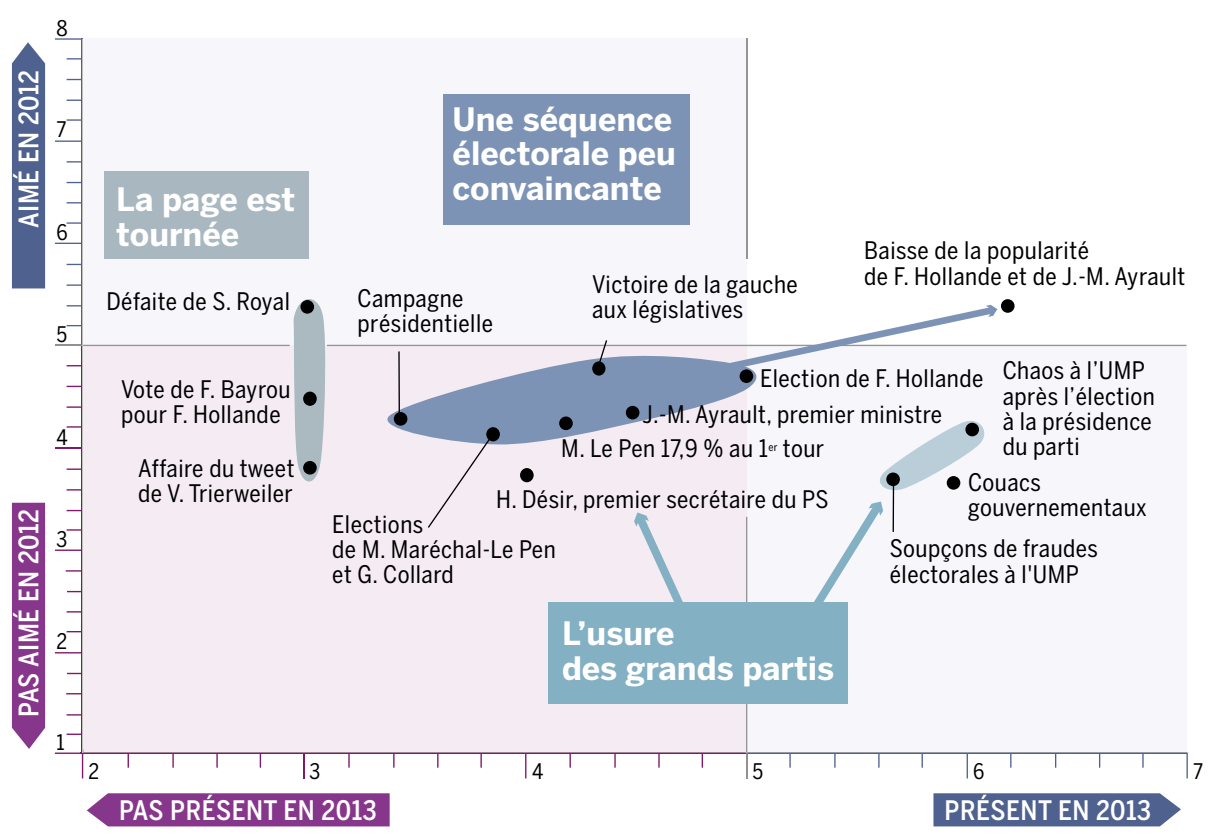
L'économie, l'économie, rien que l'économie !

L'action du gouvernement est attendue sur l'économie avant tout, les sujets sociétaux apparaissant à la traîne. La crise économique et financière en Europe inquiète vivement et – seule certitude – reste devant nous. Les difficultés liées à l'emploi (hausse du chômage, PSA, Sanofi, Doux, Petroplus...) ou au pouvoir d'achat (augmentation du prix du gaz, de l'électricité, de l'essence) sont rejetées dans les bas-fonds du *mapping* et annoncées persistantes en 2013.

La feuille de route du gouvernement est clairement économique : soutien au pouvoir d'achat (décret visant à encadrer les loyers, relèvement du plafond du Livret A, deux décisions bien accueillies) ; relance de l'économie, avec la création de la Banque publique d'investissement, des « emplois d'avenir » ou du « contrat de génération », autant d'initiatives appréciées. Effort juste et de tous, enfin : la volonté – bien qu'interpellée par la censure partielle du Conseil constitutionnel – de mettre en place une taxe à 75 % sur la part des revenus supérieurs à 1 million d'euros, synonyme de justice fiscale et grande gagnante de notre enquête l'an dernier (l'instauration d'une taxe sur les hauts revenus était la proposition à la fois la plus appréciée de 2011 et parmi les plus attendues en 2012), continue de convaincre, quand la demande de nationalité belge par Bernard Arnault choque l'ensemble des Français. Enfin, les initiatives visant à moraliser la vie politique sont saluées, de la baisse de 30 % de la rémunération des membres du gouvernement et du président de la République à la promesse d'une loi sur le non-cumul des mandats.

Corollairement, les questions de société sont reléguées au second plan. Le projet de loi sur le mariage homosexuel recueille une note tout juste négative (4,8/10). Et le report du projet de loi sur le vote des étrangers aux élections locales est plutôt apprécié. Seule exception notable : les mesures sur les droits des femmes font l'unanimité. ■

La crise du politique



La crise du politique et la promesse du « changement »

2012 marque l'entrée dans une profonde « crise du politique ». L'interminable campagne présidentielle, puis les législatives, jusqu'aux élections au sein même des grands partis, n'ont pas convaincu et sont reléguées vers un passé que les électeurs veulent oublier. L'élection de François Hollande, la désignation de Jean-Marc Ayrault et la victoire de la gauche aux législatives, non seulement n'ont pas laissé un souvenir impérissable, mais ne font guère mieux que les 17,9 % de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle. Certains verront dans cette « normalisation » du Front national la preuve de son renforcement dans l'espace politique, tandis que d'autres y liront une banalisation : à présent « dans le jeu », pourra-t-il continuer d'apparaître comme « une offre nouvelle » échappant au discrédit qui frappe l'ensemble du paysage politique ?

L'usure des grands partis saute aussi aux yeux : le renouvellement de leurs dirigeants n'a ni intéressé ni convaincu, trop verrouillé dans le cas de l'élection d'Harlem Désir au premier secrétariat du PS, trop disputé avec le chaos à l'UMP après l'élection de son président. Enfin, corroborant ce manque de confiance dans le politique, les Français imaginent que la baisse de la popularité du président de la République et du premier ministre va perdurer en 2013, comme ils redoutent de nouveaux couacs gouvernementaux. Alors qu'ils sont conscients que, face à la crise, les solutions doivent être vues à long terme, ils se montrent néanmoins impatients devant la promesse du « changement ». Tout l'enjeu du gouvernement est de savoir gérer le « temps long » du travail politique et de donner du sens à son action. ■